



Assemblée générale

Distr. générale
5 août 2015
Français
Original : anglais

Soixante-dixième session

Point 73 b) de l'ordre du jour provisoire*

Promotion et protection des droits de l'homme :
questions relatives aux droits de l'homme,
y compris les divers moyens de mieux assurer
l'exercice effectif des droits de l'homme
et des libertés fondamentales

Droit à l'alimentation

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de soumettre à l'Assemblée générale le rapport intérimaire de la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation, Hilal Elver, conformément à la résolution 69/1774 de l'Assemblée.

* A/70/150.



Rapport intérimaire de la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation

Résumé

Le présent rapport, soumis conformément à la résolution 69/177 de l'Assemblée générale, constitue le deuxième rapport de la Rapporteuse spéciale au Conseil des droits de l'homme sur le droit à l'alimentation. Le rapport souligne l'incidence défavorable des changements climatiques sur le droit à l'alimentation. Il met en particulier l'accent sur les vulnérabilités géographiques et socio-économiques de ceux qui sont le plus touchés et met en lumière l'impact négatif que les pratiques agricoles et les systèmes d'alimentation ont sur les changements climatiques. Le rapport conclut en soulignant que, pour éradiquer la faim et garantir la pleine réalisation du droit à l'alimentation, il faut faire davantage pour élaborer des politiques d'atténuation et d'adaptation pertinentes et efficaces et qu'il faut adopter une approche fondée sur les droits de l'homme comme moyen de parvenir à la justice climatique.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Les effets des changements climatiques sur le droit à l'alimentation	4
III. Régions touchées par l'insécurité alimentaire due aux changements climatiques	8
IV. Effets sur les populations vulnérables et leurs moyens de subsistance	9
V. Impact de l'agriculture et des systèmes d'alimentation sur les changements climatiques	12
VI. Règlementation des Nations Unies concernant les changements climatiques et le droit à l'alimentation.	15
VII. Impact défavorable des politiques d'atténuation sur le droit à l'alimentation	18
VIII. Politiques et mesures d'adaptation.	22
IX. Agroécologie : une alternative à l'agriculture industrielle.	23
X. Conclusion et recommandations	26

I. Introduction

1. Les changements climatiques, la gestion durable des ressources et la sécurité alimentaire sont les enjeux les plus complexes, interdépendants et urgents du monde contemporain. La communauté scientifique du monde prévoit que les températures moyennes augmenteront de 2 °C d'ici à la fin du siècle et représenteront de multiples menaces pour la production agricole.

2. Les changements climatiques ont déjà eu des répercussions considérables pour environ un milliard de pauvres de par le monde. Les chiffres les plus récents de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) indiquent que quelque 795 millions de personnes souffrent de la faim¹; faute de mesures sérieuses pour lutter contre les changements climatiques, ce chiffre pourrait augmenter de 20 % d'ici à 2050².

3. La relation entre les changements climatiques et les systèmes alimentaires est complexe. Les changements climatiques ont des incidences négatives sur l'agriculture, tandis que les pratiques agricoles et les systèmes alimentaires actuels sont responsables des dommages causés à l'environnement, en affectant les facteurs sociaux et environnementaux de la santé et en accélérant les changements climatiques provoqués par l'être humain. En outre, les changements climatiques portent atteinte au droit à l'alimentation avec des effets disproportionnés sur ceux qui ont le moins contribué au réchauffement de la planète et qui sont les plus vulnérables à leurs effets nocifs. Il convient de prendre des mesures d'urgence pour empêcher l'intensification des changements climatiques, atténuer les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter à leurs effets inévitables. Un changement de politique est nécessaire pour répondre aux problèmes posés par les changements climatique au-delà de l'atténuation et de l'adaptation afin de respecter les droits fondamentaux des peuples, notamment le droit à l'alimentation, tout en assurant la pérennité des ressources renouvelables de la planète.

4. Bien que la menace constituée par les changements climatiques pour la sécurité alimentaire ait été reconnue par la réglementation mondiale concernant ces changements, elle s'est montrée prudente en reconnaissant la nécessité d'adopter une approche fondée sur les droits de l'homme pour s'attaquer aux changements climatiques. Les lacunes de la réglementation ont déjà été identifiées, en particulier en ce qui concerne les conséquences sur les droits de l'homme du mécanisme pour un développement propre, défini à l'article 12 du Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, et la réduction des émissions provenant du déboisement et de la dégradation des forêts dans les pays en développement, de même que les mesures ayant une influence sur l'énergie, les biocarburants et l'adaptation.

5. Dans le présent rapport, la Rapporteuse spéciale souhaite insister sur la nécessité d'adopter une approche fondée sur les droits de l'homme pour la

¹ FAO, Fonds international de développement agricole (FIDA) et Programme alimentaire mondial (PAM), *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2015 : réaliser les cibles internationales de la faim 2015 – Faire le bilan des progrès inégaux* (Rome, 2015).

² Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, *Le changement climatique 2014 : impacts, adaptation et vulnérabilité – Résumé pour les décideurs : Groupe de travail II Contribution au cinquième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat* (Cambridge University Press, 2014).

gouvernance des changements climatiques en tant que moyen de surmonter les injustices climatiques que connaissent les peuples vulnérables par rapport au droit à l'alimentation. Dans sa conclusion, la Rapporteuse spéciale note que le discours type sur les changements climatiques a tendance à ne pas tenir compte de la pertinence fondamentale de la justice climatique et des considérations relatives aux droits de l'homme en orientant sa réponse aux problèmes politiques qu'il pose.

II. Les effets des changements climatiques sur le droit à l'alimentation

6. Dans son commentaire général n° 12 (1999), le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a défini les éléments nécessaires à la réalisation du droit à l'alimentation (c'est-à-dire la possibilité de tirer directement son alimentation de la terre ou d'autres ressources naturelles ou d'acheter de la nourriture), à savoir : la disponibilité, l'accessibilité et l'adéquation.

Disponibilité

7. La disponibilité se rapporte à la présence en quantités suffisantes de produits alimentaires provenant des ressources naturelles ou pour la vente sur le marché afin de répondre aux besoins de la population. Avec l'augmentation des températures et la fréquence accrue des phénomènes météorologiques extrêmes, l'impact négatif des changements climatiques sur les cultures, l'élevage, les pêches et l'aquaculture, la productivité et la disponibilité de produits alimentaires, aura une portée mondiale importante. La tolérance des différentes cultures aux changements de température et de disponibilité en eau peut considérablement varier, mais les changements climatiques devraient avoir des conséquences essentiellement négatives sur les rendements des cultures et « très probablement » les faire baisser de plus de 5 % au-delà de 2050³.

8. La pénurie d'eau et des sécheresses plus fréquentes devraient également se produire dans les régions arides. Si des efforts additionnels ne sont pas entrepris d'urgence pour atténuer les changements climatiques, une pluviométrie élevée et les inondations en résultant pourraient détruire des cultures entières de même que des entrepôts de produits alimentaires et se répercuter sur les terres agricoles en raison de la sédimentation. Des phénomènes météorologiques plus fréquents et intenses compliqueront également la logistique de la distribution de produits alimentaires pendant les situations d'urgence. À court terme, les changements climatiques devraient augmenter les dangers naturels, avec des¹ risques plus importants conduisant à une dégradation de l'environnement au cours du temps.

9. Une augmentation de la température de seulement 1 °C peut avoir des incidences dévastatrices sur les rendements des cultures et la capacité à conserver les niveaux actuels de production agricole. Actuellement, les négociations dans le contexte de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques limitent les projections à une augmentation de 2 °C. Cependant, ceci n'est pas juste étant donné que dans certains régions telles que l'Afrique subsaharienne, les

³ Ibid.

températures d'été devraient atteindre 5 °C au-dessus de la température de référence d'ici à 2100⁴.

10. L'accélération de la fonte glaciaire pourrait également provoquer l'élévation des niveaux des mers jusqu'à 2 mètres d'ici à 2100⁵, portant atteinte à la disponibilité des produits alimentaires dans les zones côtières et les deltas des fleuves qui abritent 60 % de la population mondiale. Les inondations de terres agricoles côtières, en particulier là où il n'est guère possible de construire des défenses contre la mer, provoqueront une salinisation accrue des eaux souterraines, affectant ainsi la quantité et la qualité de l'eau disponible pour la production agricole⁶. En conséquence, des migrations importantes induites par le climat pourraient forcer les populations à se déplacer à l'intérieur des terres et vers des lieux plus sûrs pour la nourriture.

11. L'augmentation de la température des mers et l'acidification des océans dus à l'accroissement des niveaux de concentration de dioxyde de carbone dans l'atmosphère pourraient avoir des effets majeurs sur le secteur des pêches (A/67/268). Le réchauffement des océans peut favoriser la prolifération d'algues à l'occasion d'épisodes plus fréquents et plus graves, avec des effets dévastateurs sur la population ichthyologique. La calcification des organismes est également menacée, ce qui à son tour réduit les populations ichthyologiques dépendantes. Il existe un consensus que les changements climatiques auront un effet négatif sur la production des pêches, en particulier dans les pays en développement des zones tropicales⁷.

Accessibilité

12. L'accessibilité est aussi bien physique qu'économique. Physique, d'une part : tous, y compris les personnes les plus vulnérables sur le plan physique, comme les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées, devraient avoir accès à l'alimentation. Économique, de l'autre : l'achat de denrées alimentaires doit être abordable et ne pas compromettre d'autres besoins de base tels que l'éducation, les soins de santé ou le logement.

13. Les changements de la production alimentaire et de sa qualité ont une incidence sur la valeur marchande et, à leur tour, des augmentations de prix ont des répercussions sur la nourriture, en particulier pour les pauvres. Les groupes socialement vulnérables peuvent devoir modifier leur régime alimentaire en le remplaçant par des produits moins nutritifs et de moins bonne qualité et, en conséquence, diminuer la diversité de leur alimentation pour dépendre de quelques aliments de base.

⁴ Institut de Postdam sur la recherche concernant les effets du climat et leur analyse, 4°C: *Turn Down the Heat: Climate Extremes, Regional Impacts and the Case for Resilience*. (Washington D.C., Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale, 2013).

⁵ Programme des Nations Unies pour le développement, *Rapport sur le développement humain 2014, Soutenir le progrès humain : réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience* (New York, 2014).

⁶ P. Krishna Krishnamurthy, Kirsty Lewis et Richard J. Choularton, « Impacts du climat sur la sécurité alimentaire et la nutrition : un examen des connaissances existantes », PAM et Met Office Hadley Centre, 2012. Disponible sous : <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/communications/wfp258981.pdf>

⁷ Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Cinquième rapport d'évaluation (2013-2014) (voir note 2 ci-dessus).

14. Il faut s'attendre à de fortes augmentations de prix pour toutes les cultures principales suite aux changements climatiques assortis d'un accroissement démographique, d'une modification des régimes alimentaires et de l'augmentation de la demande pour les cultures non vivrières. Bien qu'il soit difficile de prédire les prix des produits alimentaires en raison de nombreux facteurs, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat s'attend à ce que les prix mondiaux des aliments augmentent de façon importante d'ici à 2050⁸. Le Groupe intergouvernemental prévoit que les pays agricoles à faibles revenus qui sont importatrices nettes de produits alimentaires pourraient subir des pertes significatives d'accès aux produits alimentaires par le biais d'un effet « doublement négatif » de réduction de la production agricole nationale et de l'augmentation des prix des produits sur les marchés mondiaux⁹. En outre, des chocs brusques sur les prix et les valeurs des monnaies, de même que des phénomènes météorologiques extrêmes peuvent également créer des obstacles à la répartition des denrées alimentaires, rendant difficile de réagir adéquatement à un nombre de plus en plus fréquent d'urgences.

Adéquation

15. D'après ce principe, la nourriture répond aux besoins alimentaires (elle est adaptée à l'âge, aux conditions de vie, à l'état de santé, au métier, au sexe, etc.), et est propre à la consommation humaine, exempte de substances néfastes, culturellement acceptable et nutritive.

16. Dans son cinquième rapport d'évaluation, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a conclu avec assurance que les changements climatiques auront une incidence négative appréciable sur la production alimentaire, la qualité nutritionnelle des produits et la disponibilité de calories par habitant. Des sécheresses plus nombreuses peuvent avoir des incidences préjudiciables graves sur la nutrition et l'augmentation des émissions de gaz carbonique nuisent aux cultures vivrières de base, en amoindrissant leur qualité nutritive, notamment le zinc, (la déficience en zinc est responsable d'un grand nombre de maladies dans le monde entier). Une forte pluviométrie peut également être liée à une moins bonne qualité des cultures due à des infections fongiques. Au cours du temps, il est prévu que les changements climatiques réduiront la qualité des produits alimentaires, abaisseront la disponibilité en eau, aggraveront la prévalence des maladies infectieuses transmises par des vecteurs et des infections intestinales chroniques, tandis que le stockage des produits alimentaires deviendra aussi problématique en raison des températures plus élevées. Selon les estimations, 50 à 60 % de la population mondiale sera exposée à la fièvre dengue d'ici à 2085, ce qui dégradera encore leur état nutritionnel¹⁰.

17. En outre, la malnutrition et les retards de croissance augmenteront chez les enfants, provoquant une augmentation des décès liés à la nutrition dans les pays en développement. En 2050, la disponibilité de calories baissera probablement partout dans le monde en développement, avec comme résultat 24 millions supplémentaires

⁸ Ibid.

⁹ Ibid.

¹⁰ Partenariat pour la santé maternelle, néonatale et infantile, « Protéger la santé des femmes et des enfants contre les changements climatiques », Résumés des connaissances, n° 32 (avril 2015). Disponible sous : www.who.int/pmn_ch/knowledge/publications/summaries/ks32.pdf?ua=1.

d'enfants sous-alimentés. Les dommages pour la santé devraient se produire principalement dans des zones qui sont déjà peu sûres du point de vue alimentaire. Les changements climatiques aggravent la malnutrition et sapent les efforts visant à réduire la pauvreté et la résilience, en particulier en Afrique sub-saharienne. Une famine récente déclenchée par la sécheresse en Somalie a favorisé les crises alimentaires dans les pays voisins, donnant l'exemple des conséquences possibles que peuvent avoir des intempéries plus fréquentes¹¹.

18. Les stratégies d'adaptation et d'atténuation devraient aborder ces problèmes. Jusqu'à présent, aucun cadre analytique détaillé largement accepté n'a été élaboré pour analyser les incidences des changements climatiques sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

Durabilité

19. Tout en n'étant pas spécifiquement énoncée dans le commentaire général n° 12 (1999) (voir par. 6), la durabilité est liée aux stratégies et politiques de réduction de la faim du fait qu'elle met l'accent sur les principes de participation, de non-discrimination, de transparence et d'autonomisation.

20. La notion de durabilité est intrinsèquement liée à celle de nourriture suffisante ou de sécurité alimentaire et implique que les générations actuelles et futures aient la possibilité d'obtenir cette nourriture. La durabilité et la sécurité alimentaires dépendent aussi d'un régime alimentaire adéquat, de l'approvisionnement en eau propre, de l'assainissement et des soins de santé pour atteindre un état de bien-être nutritionnel où tous les besoins physiologiques sont satisfaits¹².

21. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat prévoit avec un « minimum de confiance » que les sécheresses s'intensifieront au vingt-et-unième siècle, en raison de précipitations réduites et/ou d'une évapotranspiration. L'eau est cruciale pour la sécurité alimentaire, comme elle est nécessaire à la production, la préparation et la transformation des aliments, de même que pour l'absorption des nutriments dans le corps humain.

22. Les sources d'eau douce comprennent l'eau de pluie, l'eau de surface et l'eau souterraine, qui sont toutes cruciales pour la sécurité alimentaire. Lorsque l'eau de pluie est insuffisante, l'agriculture a recours à l'irrigation. Comme quelque 40 % de toute l'irrigation repose sur les sources d'eau souterraine¹³, les incidences induites par le climat sur leur durabilité ont un énorme impact sur le potentiel de production alimentaire.

23. L'eau est également un aspect important du transport qui a des répercussions sur la distribution des produits et la génération de revenus. Ceci à son tour a un impact sur les moyens de subsistance des personnes et donc sur leur capacité à acheter des denrées alimentaires. Les changements climatiques exercent une

¹¹ C. Tirado *et al.* « Changements climatiques et nutrition en Afrique ». *Journal de la faim & nutrition environnementale*, vol. 10, n° 1 (mars 2015).

¹² FAO « Sécurité alimentaire », Notes d'information de la FAO, n° 2 (juin 2006). Disponible sous : www.fao.org/forestry/13128-0e6f36f27e009105bec28ebe830f46b3.pdf.

¹³ Ibid.

pression supplémentaire sur les ressources en eau du point de vue de l'offre¹⁴. Ils augmentent aussi la demande d'eau pour maintenir l'augmentation de la production de cultures et de l'élevage dans un climat qui se réchauffe progressivement, et ils ont aussi un impact considérable sur les pêches suite aux changements des débits d'eau et des températures¹⁵.

24. Les communautés peuvent réduire les risques d'insécurité alimentaire en complétant leurs connaissances et pratiques traditionnelles par des informations et l'appui des gouvernements et autres, notamment des systèmes de réponse rapide et renforcement des capacités pour la préparation, l'atténuation et la gestion des catastrophes. Le soutien des communautés locales aide à maintenir la résilience et devrait être encouragé.

III. Régions touchées par l'insécurité alimentaire résultant des changements climatiques

25. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a exprimé avec beaucoup d'assurance que, malgré les variabilités régionales, les changements climatiques auraient probablement un effet négatif global sur les rendements des principales cultures céréalières de l'Afrique. Les changements climatiques devraient influencer sur les moteurs et les éléments de stress non climatiques pour exacerber la vulnérabilité des systèmes agricoles sur le continent, en particulier dans les zones semi-arides. Les projections mondiales laissent entendre que le nombre de personnes menacées de la faim augmentera de 10 % 20 % d'ici à 2050 et que 65 % se trouveront en Afrique sub-saharienne¹⁶. Cette région est souvent citée comme étant la plus pauvre du monde car la faim y est très répandue (touchant 25 % de la population)¹⁷. D'autres pays d'Afrique, notamment la République centrafricaine et le Soudan du Sud, sont de même vulnérables à l'insécurité alimentaire, ce dernier étant actuellement au bord de la famine¹⁸.

26. Selon les estimations, en Afrique australe, le rendement des cultures pluviales pourrait diminuer de 50 % entre 2000 et 2020 (A/HRC/16/49). Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord devraient être les régions les plus touchées par les changements climatiques après l'Afrique subsaharienne. Les températures moyennes dans cette région devraient augmenter de 3 à 4 °C d'ici à la fin du siècle, soit plus rapidement que la moyenne mondiale¹⁹.

27. La faim dans le monde ne se limite pas à l'Afrique. La plus grande population de personnes souffrant de la faim, 500 millions, vit en Asie et 98 % des personnes vivant avec l'insécurité alimentaire se trouvent dans les pays en développement du monde entier. L'impact des changements climatiques rend très difficile la lutte

¹⁴ Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition, « De l'eau pour la sécurité alimentaire et la nutrition » (mai 2015). Disponible sous : www.fao.org/fileadmin/user_upload/hlpe/hlpe_documents/HLPE_Reports/HLPE-Report-9_EN.pdf

¹⁵ Ibid.

¹⁶ PAM et Met Office Haley Centre, « Impacts du climat sur la sécurité alimentaire et la nutrition », chap. II, note 7.

¹⁷ FAO, FIDA et PAM. L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2015 (chap. I, note 1)

¹⁸ FAO, *Aperçu régional de l'insécurité alimentaire*.

¹⁹ Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, cinquième rapport d'évaluation.

contre la faim, en particulier dans les régions qui subissent déjà la menace sérieuse des changements climatiques et de la pénurie de nourriture.

28. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat note qu'en Amérique centrale, dans le Nord-est du Brésil et dans certaines parties de la région andine, l'augmentation des températures et la diminution des pluies pourraient abaisser la productivité d'ici à 2030, aggravant la sécurité alimentaire des membres les plus pauvres de la société.

IV. Effets sur les populations vulnérables et leurs moyens de subsistance

29. Comprendre les incidences spécifiques des changements climatiques sur la sécurité alimentaire est un défi à relever car les vulnérabilités sont inégalement réparties dans le monde et dépendent en dernière analyse de la capacité des communautés à gérer les risques et à développer leur résilience. En outre, les changements climatiques portent atteinte au droit à l'alimentation en ayant des impacts disproportionnés sur ceux qui ont contribué le moins au réchauffement de la planète.

30. Les pays en développement seront vraisemblablement les plus durement frappés par les changements climatiques, en raison non seulement de leur situation géographique mais également de la façon dont les gens gagnent leur vie. La majorité des personnes vivant dans la pauvreté dans les pays en développement habitent dans des zones rurales et beaucoup d'entre elles sont tributaires des activités agricoles pour nourrir leur familles et générer des revenus. Ces deux aspects ont des conséquences pour les ménages ruraux ne travaillant pas dans l'agriculture, soit en ce qui concerne la disponibilité de produits alimentaires, ce qui peut provoquer des fluctuations des prix locaux, soit en tant que source indirecte d'emploi²⁰.

31. La garantie de moyens de subsistance durables est un aspect crucial de la sécurité alimentaire, également menacés par les changements climatiques. La FAO relève le double rôle joué par la production agricole par rapport à la sécurité alimentaire : elle ne produit pas uniquement les denrées alimentaires que mangent les gens mais elle fournit aussi la principale source d'emploi pour 36 % de la main-d'œuvre du monde. Dans certaines régions, notamment l'Asie et le Pacifique, 40 % à 50 % de la main-d'œuvre travaille dans l'agriculture; en Afrique sub-saharienne, les deux tiers de la population active sont employés dans les travaux agricoles²¹. Ainsi, si la production agricole est défavorablement touchée par les changements climatiques, les moyens de subsistance le sont aussi pour un nombre considérable de travailleurs ruraux²².

²⁰ Marcus Kaplan, Chinwe Ifejika-Speranza et Imme Schoolz, « Observation VII : Promouvoir une agriculture résiliente en Afrique sub-saharienne en tant que priorité principale de l'adaptation aux changements climatiques » dans *Enquête 2013 sur le commerce et l'environnement : Réveillez-vous avant qu'il ne soit trop tard – avoir maintenant une agriculture véritablement durable pour assurer la sécurité alimentaire dans un climat en évolution* (Genève, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, 2013).

²¹ FAO. *Changement climatique et sécurité alimentaire : un document cadre* (Rome, 2008).

²² Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition « La sécurité alimentaire et les changements climatiques », (juin 2012). Disponible sous : www.fao.org/3/a-me42le.pdf.

32. Alors que davantage de pays prospères sont mieux à même de faire face aux effets des changements climatiques, les nations ayant un plus grand nombre d'habitants vivant dans la pauvreté peuvent ne pas avoir accès aux infrastructures et aux ressources nécessaires et leurs populations ont très peu d'occasions de diversifier leurs moyens de subsistance et de réduire leur dépendance de l'agriculture²³. Au sein de ce groupe de populations vulnérables, les petits cultivateurs et les populations autochtones, en particulier les femmes qui dépendent des systèmes naturels sensibles au climat pour leur alimentation et leurs moyens de subsistance, devraient être spécialement exposés aux effets des changements climatiques sur leur sécurité alimentaire.

Petits exploitants agricoles

33. Les petits exploitants agricoles représentent une part importante de la population mondiale. Estimés à 500 millions dans le monde entier, ils représentent 85 % des exploitations du monde mais n'utilisent que 20 % des terres arables²⁴. Ils produisent plus de 70 % de l'alimentation mondiale et sont essentiels pour la sécurité alimentaire. Pourtant, on estime qu'ils représentent aussi la moitié des personnes souffrant de la faim²⁵. Dans ces conditions, à moins que les petits agriculteurs ne reçoivent le soutien et la technologie appropriés pour faire face aux changements climatiques, l'impact négatif sur la production alimentaire et l'augmentation de la faim dans le monde seront dévastateurs.

34. Les agriculteurs de subsistance habitent souvent dans les endroits les plus exposés et marginaux tels que versants des collines, déserts et plaines d'inondation et ils peuvent déjà souffrir d'insécurité alimentaire chronique. D'autres facteurs contribuant à leur insécurité alimentaire peuvent comprendre notamment l'insécurité du régime foncier et le manque d'assurances des cultures et des options d'irrigation. Ils peuvent aussi ne pas avoir accès à des filets de sécurité sociaux formels et être exposés de manière imprévisible et inégale aux marchés et au financement. Souvent ils n'ont pas accès à l'information et à la technologie pour expliquer comment le climat local change et comment adapter les stratégies du secteur agricole en conséquence. Bien qu'ils soient compétents et résilients pour traiter avec la nature, la vitesse actuelle et l'intensité des changements climatiques dépassent leur capacité à s'adapter²⁶.

Femmes

35. Dans de nombreux pays et régions du monde, c'est souvent aux femmes qu'il revient de préparer les denrées alimentaires ou les repas, soit dans le cadre de leur travail agricole, soit pour la revente, soit à l'occasion des soins non rémunérés

²³ Kaplan, Ifejika-Speranza et Scholz, « Observation VII ».

²⁴ Celia A. Harvey *et al.* « Extrême vulnérabilité des petits exploitants aux risques agricoles et aux changements climatiques à Madagascar » dans *Transactions philosophiques B : Atteindre la sécurité alimentaire et environnementale : nouvelles approches pour combler les lacunes*, vol. 369, n° 1639 (5 avril 2014).

²⁵ Fédération internationale des mouvements d'agriculture organique, « IFOAM met en lumière la situation critique des petits exploitants agricoles pendant la Journée de la planète », 22 avril 2014. Disponible sous : [www.ifoam-eu.org/sites/default/files/pr.earth day 0.pdf](http://www.ifoam-eu.org/sites/default/files/pr.earth%20day%200.pdf).

²⁶ FIDA, « Les changements climatiques et l'avenir de l'agriculture des petits exploitants », document préparé pour la table ronde sur les changements climatiques tenue à la trente et unième session du Conseil d'administration du FIDA, Rome, 14 février 2008.

qu'elles prodiguent, et elles jouent un rôle essentiel dans la sécurité alimentaire et la nutrition. Cependant, les femmes et les filles continuent d'être touchées de manière disproportionnée par les changements climatiques, la pauvreté et la malnutrition. Les femmes des zones rurales sont particulièrement touchées, dans un contexte où elles sont de plus en plus nombreuses à être chefs de famille (jusqu'à dépasser les 30 % dans certains pays en développement) alors qu'elles ne possèdent que 2 % des terres agricoles et n'ont qu'un accès limité aux ressources productives²⁷. Selon la FAO, les femmes sont responsables de la moitié de la production alimentaire mondiale, principalement pour la consommation familiale.

36. En plus des nombreux problèmes auxquels elles sont confrontées en ce qui concerne la production alimentaire, les femmes se heurtent à des obstacles importants pour s'attaquer aux changements climatiques en raison de leur sexe. Leur vulnérabilité aux risques liés aux changements climatiques est aggravée par des pratiques discriminatoires dans le secteur agricole où la discrimination sexiste peut avoir des répercussions sur leur accès au financement, à l'appui technique et autres ressources nécessaires. Elles peuvent également avoir moins de pouvoir de négociation ou être exclues de la prise de décisions sur l'utilisation des terres ou sur les stratégies de préparation et d'adaptation²⁸. Les femmes sont aussi touchées de manière disproportionnée par les migrations provoquées par les catastrophes naturelles, les changements climatiques et les conflits, ce qui accroît leurs difficultés de pourvoir aux besoins de leurs familles, notamment les enfants et les personnes âgées. Ceci touche en particulier celles qui vivent en zones rurales et en zones urbaines pauvres.

37. L'autonomisation des femmes par l'éducation, des droits de propriété sûrs et la technologie est primordiale pour affronter les changements climatiques et en même temps éliminer la faim et la pauvreté en utilisant les connaissances et l'expérience des femmes locales. Aux niveaux national et local, des pratiques fondées sur les droits peuvent contribuer à la justice climatique. Ainsi, les femmes de Maradi (Niger) manquaient traditionnellement d'accès aux droits ce qui les rendait particulièrement vulnérables aux crises alimentaires causées par des sécheresses récurrentes. Des méthodes fondées sur les droits ont été utilisées au niveau communautaire pour améliorer l'accès des femmes à la terre et leur contrôle sur celle-ci, de même que leur accès à l'information et au crédit. Permettre aux femmes d'adapter leurs pratiques agricoles améliore la nutrition du ménage et génère des revenus. Il est donc essentiel d'aider les femmes et les autres groupes vulnérables à revendiquer leurs droits à la justice climatique²⁹. De même, le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale à Behar (Inde), a organisé une série de programmes de formation pour promouvoir l'autonomisation et le leadership des femmes afin de combler les lacunes sur les changements climatiques³⁰.

²⁷ Isabella Rae, *Les femmes et le droit à l'alimentation : droit international et pratique d'État*. (Rome, FAO, 2008).

²⁸ FAO, « Programme de la FAO : sécurité alimentaire ». Disponible sous : <http://www.fao.org/gender/gender-home/gender-programme/gender-food/en>.

²⁹ Fondation Mary Robinson – Justice climatique, « Droits de l'homme et justice climatique », exposé de la position, 27 juin 2014. Disponible sous : <http://www.mrfcj.org/media/pdf/PositionPaperHumanRightsandClimateChange.pdf>.

³⁰ Dharini Parthasarathy et Cecilia Schubert, « Autonomisation des femmes pour prendre la tête de l'adaptation aux changements climatiques », 3 mars 2014. Disponible sous : <https://ccafs.cgiar.org/blog/empowering-women-take-lead-climate-change-adaptation#.VZuStxaEzzJ>.

Populations autochtones

38. Les populations autochtones sont déjà parmi les communautés les plus vulnérables et les plus marginalisées dans beaucoup de régions en raison de politiques discriminatoires. Elles dépendent fortement des ressources naturelles, avec une agriculture de subsistance, la chasse et le rassemblement formant une partie essentielle de leurs moyens de subsistance, et elles ont souvent des revenus supplémentaires très limités provenant d'autres activités. De plus, elles peuvent être confrontées à des situations où le régime foncier et les droits d'accès de leurs communautés ne sont pas légalement reconnus.

39. Les populations autochtones vivent souvent dans des lieux physiquement isolés et rudes et elles dépendent d'écosystèmes fragiles qui sont particulièrement sensibles aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles. Ces écosystèmes comprennent des forêts pluviales tropicales, des régions arctiques, des déserts, des zones de basses terres et des zones côtières, de petites îles, des pâturages ouverts et des zones montagneuses. Les dommages causés à ces écosystèmes menacent les ressources des populations autochtones et les façons traditionnelles de garantir la nourriture. En raison d'une dégradation de la biodiversité, l'alimentation de subsistance traditionnelle se perd dans ces régions tout comme l'accès aux plantes médicinales traditionnellement utilisées pour se protéger contre les parasites et les maladies.

40. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a reconnu que les changements climatiques dans les régions polaires aura une incidence sur l'économie informelle basée sur la subsistance des populations autochtones, avec la modification des glaces de mer susceptibles de réduire leurs capacités à chasser les mammifères marins qui sont une source importante à la fois de nourriture et de moyens de subsistance³¹. De même, les populations autochtones vivant dans les zones montagneuses souffriront de l'appauvrissement des sources alimentaires en raison de la perte de la flore alpine. L'érosion côtière sur les îles du Pacifique menace les pratiques agricoles tandis que l'élevage traditionnel et celui des chèvres est mis en danger dans les régions arides. Il est très préoccupant de penser que les impacts des changements climatiques peuvent exercer une tension sur la capacité des populations autochtones et traditionnelles à faire face et à s'adapter (A/HRC/29/19).

V. Impact de l'agriculture et des systèmes alimentaires sur les changements climatiques

41. La section précédente montre comment les changements climatiques peuvent compromettre le droit à l'alimentation. La section suivante donnera un aperçu général de la façon dont l'agriculture et les systèmes alimentaires peuvent avoir un impact négatif sur les changements climatiques, mettant en danger la pleine jouissance du droit à l'alimentation.

³¹ Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, *Les changements climatiques 2014 : impacts, adaptation et vulnérabilité : Partie B : aspects régionaux* (voir note 2 ci-dessus).

Émissions de gaz à effet de serre

42. Le système alimentaire dans son ensemble contribue de manière significative aux émissions de gaz à effet de serre. Les cultures et l'élevage représentent actuellement environ 15 % des émissions mondiales³². Les émissions de gaz à effet de serre produites directement par l'agriculture sont le méthane (CH₄) qui vient des rizières inondées et du bétail, le protoxyde d'azote (N₂O) provenant de l'utilisation d'engrais azotés organiques et inorganiques et le dioxyde de carbone (CO₂) émis par les pertes du sol et du carbone organique dans les terres cultivables suite aux pratiques agricoles, et dans les pâturages suite à l'intensité accrue du pâturage³³. Outre ces émissions directes, l'agriculture et la production alimentaire sont également responsables d'une augmentation des émissions indirectes, imputables à d'autres secteurs (industrie, transport et approvisionnement en énergie, etc.), qui peuvent sous-estimer de manière trompeuse l'empreinte environnementale de l'agriculture. La production d'engrais, d'herbicides, de pesticides ainsi que la consommation d'énergie pour la préparation du sol, l'irrigation, l'épandage des engrais, la récolte et le transport contribuent à 60 % des émissions totales des systèmes alimentaires dans le monde, bien qu'il y ait des variations importantes entre les régions. L'expansion des zones agricoles et les changements dans l'utilisation des terres contribuent encore de 15 à 17 % des émissions. Il est de plus estimé que le revenu et la croissance démographique futurs augmenteront considérablement les émissions de l'agriculture à moins que l'on ne trouve des stratégies de croissance à faibles émissions pour l'agriculture³⁴.

Le rôle de l'élevage

43. Le mode de consommation actuelle de viande et de produits laitiers dans le monde est un des principaux éléments moteurs des changements climatiques, et il ne sera possible de s'y attaquer efficacement que si la demande de ces produits diminue. Les systèmes d'élevage fournissent 33 % des protéines des régimes de l'être humain, alors que 30 % des terres dans le monde sont utilisés pour élever du bétail³⁵. Avec une croissance démographique accrue et une classe moyenne en expansion, ces chiffres devraient doubler d'ici à 2050³⁶. En l'absence de changements climatiques, le secteur de l'élevage pourrait probablement faire face à cette augmentation de la demande de viande et de lait sans hausse de prix majeure pendant cette période³⁷. Cependant, avec les changements climatiques qui ont déjà un impact notable sur l'environnement, la production de l'élevage nécessitera des interventions technologiques et écologiques majeures pour maintenir leur stabilité.

³² Rob Bailey, Anthony Froggatt et Laura Wellesley « L'élevage – le secteur oublié des changements climatiques . Avis du public mondial sur la consommation de viande et de produits laitiers », (Londres, Institut royal des affaires internationales, 2014). Disponible sous : http://www.chathamhouse.org/sites/files/chathamhouse/field/field_document/20141203LivestockClimateChangeBaileyFroggattWellesley.pdf.

³³ Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition, « Sécurité alimentaire et changements climatiques », voir chap. IV note 25.

³⁴ Rani Molla, « Quelles quantités des émissions de gaz à effet de serre du monde sont-elles produites par l'agriculture? », *Wall Street Journal*, 29 septembre 2014.

³⁵ P.Havlick *et al.*, « L'élevage au XXI^e siècle : futures alternatives », document préparé pour la Conférence sur l'élevage, les changements climatiques et la sécurité alimentaire, Madrid, 19-20 mai 2014

³⁶ Ibid.

³⁷ Ibid.

44. Selon les projections, la plupart des changements liés au climat sont associés à la mort d'animaux³⁸. Selon les experts, pour atténuer l'impact des changements climatiques sur l'élevage, et vice versa, il faut rechercher des solutions innovantes. Ainsi, la recherche au Chili, aux Pays-Bas et en Nouvelle-Zélande a montré qu'en intensifiant l'utilisation des pâturages et du fourrage il est possible d'avoir des écosystèmes plus efficaces, plus rentables et plus durables, susceptibles de répondre à la demande accrue de produits laitiers et de viande³⁹. Les pays aux économies émergentes doivent mieux faire prendre conscience de la consommation de viande⁴⁰, tandis que les pays développés devraient montrer qu'ils sont prêts à modifier leur comportement de consommation et à éviter le gaspillage alimentaire.

Impact sur les écosystèmes, la biodiversité et la désertification

45. Les conséquences négatives additionnelles de l'agriculture sont notamment la perte de biodiversité, la dégradation des sols et l'appauvrissement des eaux de surface et souterraines (l'agriculture consomme de 60 % à 70 % d'eau douce dans le monde). La désertification et la dégradation des sols sont aussi des menaces sérieuses pour la sécurité alimentaire. Les deux-tiers de l'Afrique étant désertiques ou arides, le continent dans son ensemble est fortement exposé à la poursuite de la désertification. Selon une étude, d'ici à 2080 un cinquième des terres agricoles de l'Afrique sera sérieusement agressé⁴¹.

46. Le lien entre la dégradation des terres et les changements climatiques doit recevoir l'attention voulue et être orienté par les parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique (A/AC.241/27, p. 2) et à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (http://unfccc.int/files/essential_background_publications_htmlpdf/application/pdf/conveneg.pdf). La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification était conçue à l'origine « pour mettre en place un partenariat mondial visant à enrayer et prévenir la désertification et la dégradation des terres et atténuer les effets de la sécheresse dans les zones touchées afin de concourir à la réduction de la pauvreté et au respect durable de l'environnement »⁴². Avec quelque 250 millions d'habitants et un tiers de la surface de la Terre touché par la désertification, les parties à la Convention ont récemment fait des progrès importants pour relever ce défi dans le contexte de la sécurité alimentaire et des changements climatiques⁴³. Étant donné que plus de 75 % des personnes les plus pauvres vivent dans les zones rurales et que 2,5 milliards de gens vivent de petites exploitations et sont complètement tributaires de l'agriculture pour survivre, le fait

³⁸ P.K.Thornton *et al.*, Les répercussions des changements climatiques sur l'élevage et les systèmes d'élevage dans les pays en développement : examen de ce que nous savons et de ce qu'il nous faut savoir, *Systèmes agricoles*, vol. 101 n° 3 (juillet 2009).

³⁹ O.Oenama *et al.*, « Intensification de l'utilisation des pâturages et du fourrage; forces motrices et contraintes », document préparé pour la Conférence sur l'élevage, les changements climatiques et la sécurité alimentaire, Madrid, 19-20 mai 2014.

⁴⁰ Bailey, Froggatt et Wellesley, « L'élevage : secteur oublié des changements climatiques ».

⁴¹ <http://foreignpolicy.com/2011/04/25/the-new-geopolitics-of-food/>.

⁴² Rapport de la Conférence des Parties à la Convention sur la lutte contre la désertification à sa huitième session, Partie II (ICCD/COP(8)/16/Add.1, décision 3/COP.8, annexe, par. 8.

⁴³ Chris Arsenault, « La lutte bureaucratique entrave l'action sur les sécheresses : responsable des Nations Unies », 10 mars 2015. Disponible sous : www.businessinsider.com/r-bureaucratic-infighting-hampers-action-on-droughts-un-official-2015-3.

que 30 % de la surface de la Terre soit touchés par la dégradation des terres arides fragiles pose un problème majeur⁴⁴. La pauvreté et la sécurité alimentaire devraient être traitées en adoptant des pratiques durables de gestion des terres, et la collaboration entre les Parties aux deux conventions internationales importantes est encourageante. L'inclusion d'une approche à ce travail fondée sur les droits de l'homme introduira une dimension de justice climatique qui sera dans l'intérêt des populations extrêmement vulnérables.

VI. Le régime des changements climatiques des Nations Unies et le droit à l'alimentation

47. La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, principal traité international régissant le régime mondial des changements climatiques, et son mécanisme de mise en œuvre le Protocole de Kyoto décrivent les principaux objectifs, principes et directives applicables par les pays industrialisés et les pays en développement pour lutter contre les effets néfastes des changements climatiques.

48. La Convention-cadre demande aux États d'adopter des politiques et des programmes nationaux et régionaux pour atténuer les effets des changements climatiques et s'y adapter [art. 4 1) b)] et elle les invite à prendre des mesures préventives pour anticiper, prévenir ou minimiser leurs causes (art. 3.3). Elle reconnaît que les changements climatiques sont fondamentalement un problème intergénérationnel et se rapportent à la protection des générations futures (art. 3.1). Les articles 3 et 4 reconnaissent les besoins spécifiques des pays en développement, notamment ceux qui sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques.

49. Malgré l'inclusion de ces principes dans la Convention-cadre des Nations Unies et la reconnaissance qu'il existe un lien entre la sécurité alimentaire et les changements climatiques, ces éléments ne font pas partie des philosophies dominantes dans l'élaboration des politiques sur les changements climatiques et beaucoup des principes et des engagements énoncés dans la Convention n'atteignent pas l'objectif visé en raison du caractère imprécis et de l'absence de mécanismes d'application. Ainsi, le Comité de contrôle du respect des dispositions du Protocole de Kyoto se concentre sur le contrôle de la réalisation des objectifs de réduction des émissions au lieu de veiller à la responsabilisation en cas de violations des droits de l'homme⁴⁵. Plus précisément, les politiques d'atténuation et d'adaptation mises en œuvre au titre de la Convention-cadre des Nations Unies ne tiennent pas compte de leurs effets sur les populations vulnérables qui sont les plus menacées du point de vue de la sécurité alimentaire.

50. L'impact des changements climatiques sur la sécurité alimentaire a été reconnu dans la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (art. 2)

⁴⁴ Elisabeth Caetens et Maritère Padilla Rodriguez, *Les changements climatiques et le droit à l'alimentation : une étude complète*, Série des publications sur l'écologie, vol. 8 (Berlin, Heinrich Böll Stiftung, 2009).

⁴⁵ Elisabeth Caetens et Maritère Padilla Rodriguez, *Les changements climatiques et le droit à l'alimentation : une étude complète*, Série des publications sur l'écologie, vol. 8 (Berlin, Heinrich Böll Stiftung, 2009).

mais a reçu peu d'attention jusqu'au pic atteint par les prix de l'alimentation en 2007. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a, pour la première fois, inclus une section dans ses évaluations sur la sécurité alimentaire dans le Cinquième rapport d'évaluation. Selon l'article 2 de la Convention-cadre des Nations Unies, les écosystèmes doivent avoir assez de temps pour s'adapter naturellement aux changements climatiques de façon à ce que « la production alimentaire ne soit pas menacée ». Plusieurs organisations internationales ont également reconnu l'existence d'un lien entre la sécurité alimentaire et les changements climatiques. Néanmoins, une approche de la sécurité alimentaire fondée sur des droits reste à se concrétiser.

51. En 1999 déjà, dans son observation générale n° 12, le Comité sur les droits économiques, sociaux et culturels reconnaissait que « même lorsqu'un État fait face à de sévères limitations de ressources en raison d'un processus d'ajustement économique, d'une récession économique, de conditions climatiques ou d'autres facteurs, des dispositions devraient être prises pour donner spécialement effet au droit des groupes de population et des individus vulnérables à une nourriture suffisante ». Conformément au Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels, la plupart des États acceptent la responsabilité de respecter le droit à l'alimentation, en concevant et mettant en œuvre des politiques qui appuient sa réalisation progressive et garantissent l'accès à une alimentation adéquate. Dans le contexte des changements climatiques, les États doivent éviter les politiques et les actions qui compromettent la capacité des personnes à produire leur propre nourriture ou à avoir accès à la nourriture pour elles-mêmes et leurs familles⁴⁶.

52. Les États doivent aussi s'efforcer de soutenir des politiques qui limitent et surmontent les effets négatifs sur le droit à l'alimentation. Un cadre des droits de l'homme fait l'obligation à tous les États de tout mettre en œuvre pour réduire leurs émissions nocives dans l'atmosphère afin d'en atténuer les conséquences néfastes sur l'exercice des droits de l'homme. De plus, dans sa déclaration sur la crise alimentaire mondiale (E/C.12/2008/1), le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a pressé les États parties d'adopter « des stratégies de lutte contre les changements climatiques mondiaux qui ne portent pas préjudice à l'exercice du droit à une nourriture suffisante et du droit d'être à l'abri de la faim, mais favorisent une agriculture durable ». Cette déclaration est en harmonie avec l'article 2 de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Malheureusement, alors qu'elle mentionne les stratégies que les États devraient employer pour élaborer des politiques d'atténuation et d'adaptation, la Convention-cadre des Nations Unies fait référence à l'emploi « des méthodes appropriées » pour « réduire au minimum les effets défavorables à l'économie, la santé publique et la qualité de l'environnement » [art. 4 1) f)] au lieu de se rapporter aux droits de l'homme.

53. Depuis 2008, Le Conseil des droits de l'homme a régulièrement mis en lumière les conséquences négatives des changements climatiques sur les droits de l'homme. En outre, à la demande du Conseil, le Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a présenté, en 2009, un rapport qui traitait des effets

⁴⁶ Olivier De Schutter, Mary Robinson et Tara Shine, « Les droits de l'homme : leur rôle pour parvenir à la justice climatique et à la sécurité de l'alimentation et de la nutrition », document présenté à la Conférence intitulée « La faim, la nutrition et la justice climatique en 2013 – un dialogue nouveau : mettre les gens au cœur du développement mondial ».

défavorables des changements climatiques sur des droits spécifiques, notamment le rapport direct entre le droit à une alimentation suffisante et les changements climatiques (A/HRC/10/61, par. 25 à 27). Le Conseil a rappelé l'impact négatif des changements climatiques sur le droit à l'alimentation dans des résolutions ultérieures adoptées en 2009, 2011, 2014 et plus récemment en juin 2015⁴⁷.

54. En 2010, les États parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, citant la résolution 10/4 du Conseil des droits de l'homme, sont convenus dans le document final adopté par la Conférence des Parties à sa seizième session tenue à Cancun (Mexique) que « les parties respectent, protègent, promeuvent et appliquent pleinement les droits de l'homme dans toutes leurs actions se rapportant aux changements climatiques »⁴⁸. Ceci a été rappelé à la dix-septième session de la Conférence des Parties, tenue à Durban (Afrique du Sud), en novembre/décembre 2011.

55. De plus, le rapport de 2014 du Groupe de travail II du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat⁴⁹ aborde les répercussions des changements climatiques sur la population dans le contexte de la sécurité alimentaire, de la santé, de l'accès à l'eau et de la sécurité personnelle, en relevant que les pauvres et les personnes marginalisées sont les plus vulnérables.

56. Les négociations en vue de la vingt et unième session de la Conférence des Parties, qui se tiendra à Paris en décembre 2015, dont l'objectif est de parvenir à un accord universel, juridiquement contraignant sur les changements climatiques sont une occasion de veiller à l'adoption d'une approche fondée sur les droits de l'homme qui identifie et satisfasse les besoins les plus pressants des personnes vulnérables. Un nouvel accord sur le climat devrait renforcer les engagements pris à Cancun et se référer expressément aux principes relatifs aux droits de l'homme tels que l'égalité, la non-discrimination, la responsabilisation, la participation, l'accès à l'autonomie, la solidarité et la transparence.

57. Dans une lettre ouverte aux États parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, un certain nombre de Rapporteurs spéciaux, dont la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation, ont demandé aux États d'assurer pleinement la cohérence entre leurs obligations des droits de l'homme et les efforts faits pour s'attaquer aux changements climatiques, et de se référer expressément aux droits de l'homme dans l'accord qui sera conclu à Paris⁵⁰. Tout dernièrement, à la séance plénière de clôture de la huitième session du Groupe de travail sur la Plateforme de Durban pour une action renforcée, tenue en février 2015 à Genève, 18 pays ont signé un accord volontaire sur les droits de l'homme et l'action pour le climat, l'Engagement de Genève sur les droits de l'homme et les changements climatiques, s'engageant à faciliter le partage des meilleures pratiques et des connaissances entre experts des droits de l'homme et du climat au niveau national⁵¹.

⁴⁷ Résolutions 10/4, 18/22, 26/27 et 29/15.

⁴⁸ Décision 1/CP.16, par.8. (FCCC/CP/2010/7/Add.1).

⁴⁹ Disponible sous : <https://ipcc-wg2.gov/AR5/report/full-report/>.

⁵⁰ Disponible sous : http://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/SP/SP_To_UNFCCC.pdf.

⁵¹ Le Groupe de travail ad hoc a été créé en vertu de la décision 1/CP.17 de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à sa dix-septième session. (voir FCCC/CP/2011/9/Add.1). L'Engagement de Genève a été signé par le Chili, le Costa Rica, la France, le Guatemala, l'Irlande, Kiribati, les Maldives, les Îles Marshall, le Mexique, Micronésie (États fédérés de), l'Ouganda, Palau, le Panama, le Pérou, les Philippines,

Évolution juridique et judiciaire

58. Des initiatives politiques, juridiques et judiciaires importantes ont été prises en vue du prochain cycle de négociations sur le climat qui aura lieu à Paris. Ainsi, selon une étude récente impliquant 66 pays, la plupart des juridictions auraient pris des mesures législatives importantes pour atténuer les changements climatiques. Cependant, bien qu'un nombre considérable de lois et de règlements liés au climat aient été adoptés dans plusieurs régions, ils ont rarement été appliqués.

59. Un tribunal des Pays-Bas, qui a rendu un jugement ordonnant au Gouvernement de réduire les émissions d'au moins 25 % au cours des cinq prochaines années, est un exemple d'entité gouvernementale ayant réaffirmé les obligations en matière de droits de l'homme d'atténuer les effets des changements climatiques. Le jugement reposait sur la norme internationale « pas de mal », le principe de précaution de l'Union européenne et les principes d'Oslo sur les obligations mondiales en matière de changements climatiques pour déterminer si les Pays-Bas avaient rempli leurs obligations juridiques. Ceci a été une décision marquante et les citoyens et la société civile dans le monde font des réclamations juridiques semblables. À la fin de 2013, plus de 420 cas de litiges sur les changements climatiques avaient été résolus rien qu'aux États-Unis⁵², tandis qu'en Australie environ 40 % du total des litiges sont liés au climat⁵³.

VII. Les effets néfastes des politiques d'atténuation sur le droit à l'alimentation

60. L'atténuation des effets des changements climatiques se rapporte aux efforts déployés pour réduire ou prévenir les émissions de gaz à effet de serre. Les mesures d'atténuation peuvent être problématiques lorsqu'elles reposent sur des ressources qui sont actuellement consacrées à la production alimentaire et ont des répercussions négatives sur le droit à l'alimentation. L'un des exemples les plus notables est la production de biocarburants pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

L'agriculture pour la production de biocarburants

61. Les biocarburants sont des combustibles tirés de la biomasse destinés à remplacer le pétrole. Comme elles dépendent du sol et de l'eau, ces ressources peuvent être détournées de leurs objectifs agricoles et, partant, diminuer la capacité des communautés appauvries à cultiver les produits alimentaires dont elles ont besoin. En moins d'une décennie, la production de biocarburants a quintuplé et elle a contribué à la haute volatilité des prix des denrées alimentaires ainsi qu'à une

Samoa, la Suède et l'Uruguay. Le texte est disponible sous : <http://carbonmarketwatch.org/wp-content/uploads/2015/02/The-Geneva-Pledge-13FEB2015.pdf>.

⁵² Meredith Wilensky, « Les changements climatiques dans les tribunaux : une évaluation des litiges climatiques non américains », document préparé pour le Sabin Center for Climate Change Law de la Columbia Law School, 2015. Disponible sous : https://web.law.columbia.edu/sites/default/files/microsites/climate-change/white_paper_-_climate_change_in_the_courts_-_assessment_of_non_u.s._climate_litigation.pdf.

⁵³ Ibid.

augmentation des prix des aliments de base⁵⁴. Ceci est particulièrement inquiétant pour les pays à faible revenu qui dépendent des marchés internationaux de produits alimentaires. Ces dernières années, le nombre d'accords sur les terres pour la production de biocarburants a connu une augmentation alarmante⁵⁵. Les réinstallations forcées résultant de l'acquisition de terres à grande échelle et de baux à long terme menacent tout particulièrement les petits agriculteurs et les populations autochtones, surtout lorsque les droits fonciers et les droits d'occupation sont faibles. Il existe également des preuves que la production efficace de biocarburants dépend d'une agriculture intensive – qui favorise les grands producteurs agricoles mieux connectés aux marchés, laissant les petits agriculteurs des pays pauvres dans l'impossibilité de les concurrencer efficacement.

62. Les biocarburants de première génération sont particulièrement préoccupants car ils sont responsables de déclencher « des conflits alimentation v. carburants ». Alors que le passage aux biocarburants de deuxième génération est une amélioration, il ne résout pas nécessairement le problème. En cherchant à atteindre des résultats positifs d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre, les stratégies privent certaines des populations les plus pauvres de la planète de la sécurité alimentaire⁵⁶.

Bioénergie

63. L'énergie de la biomasse peut être tirée de matières premières (généralement du bois) par des procédés qui vont de la simple combustion dans un fourneau jusqu'à la conversion biochimique. La bioénergie peut être capable remplacer les combustibles fossiles. Cependant une méthode critique est requise pour combiner l'énergie de la biomasse et la capture et le stockage du carbone. Cette technologie exige des cultures qui absorbent le dioxyde de carbone, les brûlant pour produire de l'énergie et capturant et stockant le carbone qui résulte de la combustion. Le problème principal auquel se heurte l'industrie de la bioénergie consiste à éviter les impacts négatifs sur la production alimentaire ou les services écosystémiques.

Détournement de l'eau pour produire de l'énergie « respectueuse du climat »

64. L'épuration du charbon ou la construction de barrages pour produire de l'énergie hydroélectrique sont d'autres exemples de redistribution des ressources au bénéfice de l'énergie propre aux dépens de la sécurité alimentaire. L'épuration du charbon exige de grandes quantités d'eau qui pourraient autrement être utilisées pour irriguer des terres arables, tandis que la construction de barrages pour obtenir de l'hydroélectricité peut affecter l'approvisionnement en eau pour les activités agricoles en aval et elle peut aussi inonder des terres qui pourraient autrement être

⁵⁴ Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition, « Les biocarburants et la sécurité alimentaire », (juin 2013). Disponible sous : <http://www.fao.org/3/a-i2952e.pdf>.

⁵⁵ Kerstin Nolte, Martin Ostermeier et Kim Schultze, « Alimentation ou combustibles - le rôle des agrocarburants dans la course à la terre », GIGA Focus, Édition internationale en anglais, n° 5, Hambourg (Allemagne) (Institut allemand des études mondiales et régionales 2014). Disponible sous : http://www.giga-hamburg.de/en/system/files/publications/gf_international_1405_0.pdf.

⁵⁶ T. Searchinger *et al.*, « Les politiques relatives aux biocarburants cherchent-elles à réduire les émissions en réduisant l'alimentation? », *Science*, vol. 347 n° 6229 (27 mars 2015).

utilisées à des fins de production alimentaire⁵⁷. En fait, toutes les politiques d'atténuation et d'adaptation en relation avec les ressources en eau doivent soigneusement considérer les utilisations rivales de l'eau et leurs différentes conséquences pour la sécurité alimentaire. Des mesures qui atténuent un type d'effets néfastes pourraient en exacerber un autre⁵⁸.

65. L'énergie hydraulique est présentée comme une option respectueuse du climat et aussi comme un moyen d'augmenter les infrastructures de stockage de l'eau. Cependant, elle peut aussi créer des conflits entre l'eau destinée à la production d'énergie et l'eau pour l'agriculture⁵⁹. Ainsi, les communautés autochtones ont soulevé de sérieuses objections à la construction d'une usine hydroélectrique dans la région d'Alta Verapaz au Guatemala pour violations des droits de l'homme et des normes environnementales. Les personnes concernées prétendent n'avoir jamais été consultées, comme l'exigent le droit guatémaltèque et les règles du processus d'enregistrement du Mécanisme pour un développement propre⁶⁰. Un autre exemple est le projet de construction de l'usine de production d'énergie hydroélectrique de Barro Blanco au Panama. Elle a des conséquences sérieuses pour les Ngabe Bugle qui vivent le long de la rivière Tbasara. La construction a commencé en dépit des preuves qu'elle aurait un impact sur les sites culturels et religieux et sur l'accès aux plantes médicinales hautement appréciées par la population Ngabe⁶¹.

Stratégies de réduction des émissions

66. Les stratégies d'atténuation des effets des changements climatiques qui visent à réduire les émissions dues à l'utilisation des terres peuvent aussi avoir une incidence négative sur les méthodes de production alimentaire. Le Mécanisme pour un développement propre a été créé pour encourager les États industrialisés à financer des projets de réduction du carbone dans les pays en développement. Il a généré beaucoup de projets et, en 2012, on estimait qu'il avait produit environ 215 milliards de dollars pour ces pays. Pourtant le mécanisme a été critiqué pour n'avoir pas assuré la protection des droits de l'homme et pour empêcher l'approbation de projets ayant des incidences négatives sur les droits de l'homme, notamment sur la sécurité alimentaire, à cause d'un manque de procédures rigoureuses d'étude d'impact des projets potentiels⁶². Des activités, qui changeraient les modes d'utilisation des terres, ont été proposées pour réduire les émissions de carbone ou

⁵⁷ Caesens et Padilla Rodriguez, *Les changements climatiques et le droit à l'alimentation* (chapitre VI, note 5).

⁵⁸ Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition, *De l'eau pour la sécurité alimentaire et la nutrition* (chap. II, note 16).

⁵⁹ Ibid, par. 1.5.2.

⁶⁰ Adriana Herrera Garibay et Fabrice Edouard, Droits d'occupation des territoires des peuples autochtones et REDD+ comme moyen d'incitation à la gestion des forêts : le cas des pays mésoaméricains (Rome, FAO, 2012). Le REDD est le programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (voir par.67 ci-dessous).

⁶¹ Carbon Market Watch, «Réalités locales des projets MDP : une compilation d'études de cas », novembre 2013. Disponible sous : http://carbonmarketwatch.org/wp-content/uploads/2013/11/case-studies-06-mail-2-dec-2013_final_light.pdf. MDP se rapporte au Mécanisme de développement propre.

⁶² Association internationale du barreau, Groupe spécial sur les changements climatiques, la justice et les droits de l'homme, *Réaliser la justice et les droits de l'homme à une époque de perturbation climatique* (Londres, Association internationale du barreau, juillet 2014).

promouvoir sa capture ou son stockage; mais de tels projets auraient conduit au déplacement des petits agriculteurs et des populations autochtones et les agriculteurs ne seraient pas directement compensés pour les crédits de carbone tirés de leurs activités⁶³.

67. Le Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement encourage les pays développés et leurs entreprises à investir dans la préservation des forêts des pays en développement et à donner des incitations à ces pays pour qu'ils gèrent durablement leurs forêts et améliorent leurs stocks de carbone. Cependant, la validité de ce processus a suscité des inquiétudes; les communautés qui vivent dans ces forêts et en dépendent pour leur vie et leur subsistance ont en effet été négativement affectées par certains de ces projets, en particulier ceux lancés sans le consentement des populations concernées⁶⁴.

68. Des preuves récentes tirées du mécanisme REDD+ montrent que les petits cultivateurs de café et les populations forestières peuvent apporter une contribution importante à l'atténuation des effets des changements climatiques. Toutefois, les mécanismes existants n'ont pas réussi à offrir des voies efficaces pour qu'elles profitent à ces acteurs et, dans certains cas, ils menacent même de compromettre leurs moyens de subsistance⁶⁵. La méthode principale pour compenser ces acteurs serait un système de crédits d'émission de carbone; cependant, il est peu probable qu'un tel système soit approprié pour soutenir l'atténuation potentielle de l'agriculture traditionnelle étant donné les coûts de transaction élevés et les faibles rendements. Dans quelques cas, le processus du REDD+ s'est terriblement retourné contre ceux qui y participaient. Ainsi, d'après les rapports que nous avons reçus, la communauté autochtone Dayak qui participait au Partenariat forêts du Kalimantan et climat dans le cadre du processus REDD+ a perdu l'accès à la forêt et à ses ressources et des questions ont été soulevées pour savoir si le projet adhérerait au principe de consentement préalable en connaissance de cause⁶⁶. De même, un projet d'huile de palmiste de grande envergure au Cameroun a provoqué des tensions indignées entre les populations locales, les investisseurs et l'État suite à la destruction de l'environnement et de conflits sur les ressources, de même que des incertitudes quant à savoir qui bénéficierait en définitive des crédits de carbone⁶⁷.

69. Alors que quelques groupes autochtones et de petits cultivateurs sont en faveur des solutions du REDD+, d'autres les rejettent avec toutes les autres solutions du marché, et demandent instamment aux organisations mondiales de reconnaître et de soutenir l'agriculture durable pratiquée par les agriculteurs familiaux et les populations autochtones comme un moyen de maintenir la biodiversité dans le monde et d'atténuer les effets des émissions de gaz à effet de serre. En fait, certains observateurs affirment que, bien soutenus et développés, les projets impliquant des

⁶³ Ibid.

⁶⁴ Ibid.

⁶⁵ Andrew Davies et V. Ernesto Mendez, « Donner la priorité à la sécurité alimentaire et aux moyens de subsistance dans les mécanismes d'atténuation des effets des changements climatiques : expériences et opportunités pour l'agroforesterie des petits cultivateurs de café, les communautés forestières et le REDD+ ». PRISMA. Programme de recherche salvadorien sur le développement et l'environnement, document de politique générale, 2011.

⁶⁶ Dans le REDD : « Projet de compensation du carbone de l'Australie dans le Kalimantan central », Amis de la Terre, 2011

⁶⁷ Christiane Badgely, « Quand Wall Street est allé en Afrique », *Foreign Policy*, (11 juillet 2014).

paysans et des populations autochtones pourraient réduire de 75 % les émissions globales actuelles en augmentant la biodiversité, en récupérant les matières organiques du sol, en remplaçant la production industrielle de viande par une production alimentaire à petite échelle diversifiée, en étendant les marchés locaux, en arrêtant le déboisement et en pratiquant la gestion intégrée des forêts⁶⁸.

VIII. Politiques et mesures d'adaptation

70. Les politiques d'adaptation aux changements climatiques ont pour but de réduire la vulnérabilité des systèmes sociaux et biologiques en prévenant ou en réduisant au minimum les dommages causés. Les politiques d'adaptation liées à la production alimentaire devraient en premier lieu aider les agriculteurs à réduire leur exposition et leur vulnérabilité à ces impacts et à renforcer leur capacité à rebondir.

71. La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (art. 4.3) demande aux nations plus riches de fournir « des ressources nouvelles et additionnelles » aux pays plus pauvres pour leur permettre de gérer les changements climatiques, mais cette disposition n'a pas eu l'impact attendu. L'article 11 de la Convention établit un mécanisme financier pour fournir des fonds aux Parties afin qu'elles l'appliquent effectivement. Trois fonds ont été établis : le Fonds spécial pour les changements climatiques (A/66/260, par. 17 c), le Fonds pour les pays les moins avancés (A/70/83, par. 109) et le Fonds pour l'adaptation (A/69/323, par. 90). Ces mécanismes, cependant, n'ont pas réussi à assurer un financement approprié car ils sont fondés largement sur les engagements pris volontairement et les contributions volontaires des États parties. Il y a aussi un manque de participation publique dans l'allocation des fonds⁶⁹. Plusieurs options de financement ont actuellement été proposées, notamment des prélèvements sur les transports aériens et maritimes, les taxes carbone, une taxe sur le marché de droits d'émission de carbone et la taxe sur les transactions financières, mais aucune n'a encore obtenu un appui suffisant.

72. Les défis sont énormes et chaque région est confrontée à ses propres problèmes. La sécurité alimentaire et l'adaptation aux changements climatiques doivent se soutenir mutuellement; ils doivent avoir pour objectif commun l'autonomisation sociale et économique des groupes exclus afin de réduire leur vulnérabilité et d'accroître leur résilience. Les changements climatiques conduisent à une augmentation notable des prix alimentaires; par conséquent, parce que les pauvres du Sud mondial consacrent jusqu'à 80 % de leurs budgets à l'alimentation, les personnes économiquement défavorisées sont beaucoup plus vulnérables à cet égard que celles du monde développé. Les investissements publics et privés qui améliorent les options des pauvres, telles que l'amélioration des technologies de production agricole, des instruments financiers mieux adaptés, la diversification des opportunités de revenu, des ajustements économiques plus larges, la création de marchés spécialisés pour les pauvres, le développement des connaissances locales et l'expansion des infrastructures d'irrigation et de stockage, seront vraisemblablement d'importance critique pour adapter la sécurité alimentaire aux changements climatiques.

⁶⁸ Miguel A. Altieri et Victor Manuel Toledo, « La révolution agroécologique en Amérique latine : sauver la Nature, assurer la souveraineté alimentaire et autonomiser les paysans », *Journal of Peasant Studies*, vol. 38, n° 3, (juillet 2011).

⁶⁹ Caesens et Padilla Rodriguez, *Les changements climatiques et le droit à l'alimentation*. (chap. VI, note 51)

IX. Agroécologie : une alternative à l'agriculture industrielle

73. Il est important que les politiques d'adaptation garantissent le droit à l'alimentation pour les générations présentes et futures, grâce à des pratiques agricoles durables. Ceci signifie s'écarter des pratiques agricoles industrialisées. L'agroécologie est une approche écologique qui intègre le développement agricole avec les écosystèmes pertinents. Elle met l'accent sur le maintien d'une agriculture productive qui soutient les rendements et optimise l'utilisation des ressources locales tout en réduisant au minimum les impacts environnementaux et socio-économiques négatifs des technologies modernes⁷⁰. Recycler les nutriments et l'énergie au lieu d'augmenter les nutriments avec des intrants externes, intégrer les cultures et l'élevage et améliorer les interactions et la productivité dans tout le système agricole au lieu de se concentrer sur les espèces individuelles, sont aussi des composantes importantes de l'agroécologie⁷¹. C'est un système qui renonce à l'utilisation d'intrants tels que les engrais et les pesticides de synthèse, les médicaments vétérinaires, les semences et les races génétiquement modifiées, les agents de conservation, les additifs et l'irradiation⁷².

Avantages de l'agroécologie sur la qualité des sols, la santé des plantes et la biodiversité

74. Les petits agriculteurs et les pratiques agroécologiques jouent un rôle central dans la conservation de la diversité des cultures et le développement des variétés de plantes qui sont adaptées à toute une gamme de conditions météorologiques, notamment la sécheresse. En 2010, pendant une sécheresse à Guangxi (Chine), qui a détruit beaucoup de variétés de cultures modernes (hybrides), les variétés traditionnelles mieux adaptées, par exemple le maïs résistant à la sécheresse et au vent, ont pu survivre⁷³. Cela a également été le cas lorsque l'ouragan de 2009 dans l'ouest du Bengale (Inde) a transformé de vastes superficies de terres agricoles en mares salées et que seules les variétés traditionnelles de riz tolérantes au sel, conservées par une poignée d'agriculteurs dans leurs fermes, ont survécu⁷⁴. En revenant aux variétés traditionnelles et en plantant différentes variétés, les agriculteurs sont devenus plus résilients à l'impact des changements climatiques, plus indépendants des sélectionneurs commerciaux et ils peuvent éviter d'utiliser les intrants chimiques coûteux qui sont requis par les semences modernes hybrides⁷⁵.

⁷⁰ Voir : http://nature.berkeley.edu/~miguel-alt/what_is_agroecology.html.

⁷¹ Olivier De Schutter, Observation VI : agroécologie : une solution aux crises des systèmes alimentaires et des changements climatiques dans *Revue du commerce et de l'environnement 2013 : Réveillez-vous avant qu'il ne soit trop tard : rendez l'agriculture véritablement durable maintenant pour la sécurité alimentaire dans un climat en évolution*, (Genève, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, 2013).

⁷² Voir : <http://www.fao.org/organicag/oa-faq/oa-faq1/en>.

⁷³ Krystyna Sviderska *et al.*, « Le rôle des connaissances traditionnelles et des variétés de cultures dans l'adaptation aux changements climatiques et à la sécurité alimentaire en Chine du sud-ouest, dans les Andes boliviennes et sur la côte du Kenya », document préparé pour l'Université des Nations Unies -atelier de l'Institut d'études avancées de viabilité sur « Les peuples autochtones, les populations marginalisées et les changements climatiques : vulnérabilité, adaptation et connaissances traditionnelles », Mexico, 19-21 juillet 2011.

⁷⁴ Debal Deb, « Apprécier les variétés pour l'agroécologie et la sécurité alimentaire », *Independent Science News*, 26 octobre 2009.

⁷⁵ Krystyna Sviderska *et al.*, « Le rôle des connaissances traditionnelles et des variétés de cultures ».

Résilience accrue des cultures et des exploitations

75. Les cultures développées localement se sont montrées extrêmement adaptables et robustes parce qu'elles ont été cultivées pendant des générations spécifiquement pour faire face à des conditions écologiques et sociales difficiles⁷⁶. Ainsi, les « variétés de riz fermier » sont souvent plus productives que les variétés de riz importées et peuvent pousser avec moins d'intrants que les variétés modernes et requièrent moins de maintenance⁷⁷. De plus, la recherche a montré que les fermes gérées sur la base de principes agroécologiques peuvent être plus résilientes aux catastrophes naturelles comme les ouragans. Les fermes du Nicaragua, du Honduras et du Guatemala qui dépendent de méthodes d'agriculture durables ont subi beaucoup moins de dommages que les fermes conventionnelles après l'ouragan Mitch de 1998 (A/RES/86/9, dernier par. du préambule), les fermes durables ayant jusqu'à 40 % de plus de terres arables et subissant moins de pertes économiques que les fermes conventionnelles voisines⁷⁸. Les conclusions d'études similaires menées au Mexique après l'ouragan Stan et à Cuba après l'ouragan Ike étaient les mêmes⁷⁹. Les fermes agroécologiques ont également pu récupérer plus vite après l'ouragan⁸⁰.

Succès avéré de l'agroécologie

76. L'agroécologie est particulièrement avantageuse et bien adaptée aux besoins des communautés rurales pauvres, car elle exige une main-d'œuvre relativement abondante, est plus efficacement pratiquée sur de petites parcelles et dépend d'intrants produits localement, réduisant par là sa dépendance des intrants externes et des subventions. Elle est également particulièrement favorable aux groupes vulnérables tels que les petits agriculteurs, les femmes et les populations autochtones du fait qu'ils sont tributaires de pratiques et d'intrants locaux. Le changement qui est préconisé se fonde sur les compétences et l'expérience des petits agriculteurs du monde. Les cultivateurs vivant dans des environnements rigoureux en Afrique, en Asie et en Amérique latine ont développé des connaissances et des compétences traditionnelles qui facilitent la résilience et la durabilité⁸¹. L'une des vertus de l'agroécologie est qu'elle associe les connaissances locales et les technologies innovantes.

77. Les politiques agroécologiques du Brésil ont déjà connu du succès. Environ 100 000 exploitations familiales ont adopté des pratiques agro-écologiques.

⁷⁶ Alfred Mokuwa *et al.*, « Robustesse et stratégies d'adaptation parmi les cultivateurs de variétés de riz africain (*Oryza Glaberrima*) et de riz asiatique (*Oryza Sativa*) en Afrique de l'Ouest, *PLoS ONE*, vol. 8, n° 3, (1^{er} mars 2013).

⁷⁷ SciDev.net, « Le riz local atteint son but en Afrique de l'Ouest », (25 mars 2013). Disponible sous : <http://www.scidev.net/global/biotechnology/news/local-rice-makes-the-grade-in-west-africa.html>.

⁷⁸ Eric Holt-Giménez, « Evaluer la résistance agro-écologique des agriculteurs après l'ouragan Mitch au Nicaragua : une étude de cas sur le contrôle de l'impact de la gestion participative et durable des terres », *Agriculture, écosystèmes et environnement*, vol. 93, n°s 1 à 3 (décembre 2002).

⁷⁹ Stacy M. Philpott *et al.*, « Évaluation à échelle multiple de l'impact des ouragans sur les paysages agricoles basés sur l'utilisation des terres et les caractéristiques topographiques », *Agriculture, écosystèmes et environnement*, vol. 128, n°s 1 et 2 (octobre 2008).

⁸⁰ Peter Michael Rosset *et al.*, « Le mouvement agro-écologique campesino-à- campesino de l'ANAP à Cuba : méthodologie de processus social dans la construction d'une agriculture paysanne durable et de la souveraineté alimentaire », *Journal of Peasant Studies*, vol. 38, n° 1 (2011). (ANAP signifie Association nationale des petits agriculteurs).

⁸¹ Kaplan, Ifejika-Speranza et Scholz, « Observation VII ».

Ces exploitations ont enregistré des augmentations du rendement moyen de 100 % à 300 % et montré une résistance plus grande aux régimes météorologiques irréguliers⁸². Le Brésil a également élaboré des programmes qui donnent aux agriculteurs familiaux des possibilités de crédit à faible taux d'intérêt et qui ont offert une assistance technique à 2,3 millions de familles en 2010. Ils ont stimulé les systèmes agroécologiques en appuyant les techniques de diversification des cultures et les systèmes d'irrigation⁸³.

78. De même, à Cuba, les cultivateurs ont adopté l'agroécologie avec des initiatives qui appuient le partage d'expériences et la création de réseaux. De 1995 à 2004, Cuba a augmenté sa production alimentaire de 37 % par des politiques de développement agricole, des réseaux d'agriculteurs et le partage d'informations au lieu de s'en remettre à l'utilisation d'engrais chimiques et de machines lourdes⁸⁴.

79. L'agroécologie ne profite pas seulement aux pays en développement. En septembre 2014, l'Assemblée nationale française a adopté un projet pour l'avenir de l'agriculture, de l'alimentation et des forêts, qui demande la mise en œuvre de l'agroécologie par des initiatives agricoles prenant l'environnement en considération. Au titre de ce projet pluriannuel, des mesures seront prises dans le but d'améliorer la performance économique, sociale et environnementale des opérations agricoles et de promouvoir l'innovation et l'expérimentation agricole⁸⁵. Un exemple d'initiatives locales est la loi adoptée par la ville de San Francisco (Californie) exigeant le recyclage obligatoire et le compostage des matières organiques au lieu de les envoyer à l'enfouissement des déchets. La ville consacre actuellement 80 % de ses déchets au recyclage et au compostage, son objectif étant « zéro déchets » d'ici à 2020⁸⁶.

80. Malgré la disponibilité de bonnes pratiques largement acceptées, beaucoup de gouvernements, d'agences de développement, de donateurs et de décideurs se concentrent encore sur des solutions de grande envergure et avec beaucoup d'intrants qui marginalisent les petits agriculteurs parce qu'il existe des préjugés politiques, des règles et des politiques commerciales qui limitent la capacité des gouvernements à soutenir les petits exploitants et les pratiques agroécologiques par l'investissement, le financement de la recherche et des solutions juridiques au régime foncier.

81. La sécurité alimentaire va beaucoup plus loin que la simple production alimentaire. Cependant, l'investissement dans l'agro-alimentaire est vu de plus en plus comme le seul moyen de s'attaquer à la faim et à la pauvreté à une époque de changements climatiques. Dans ce contexte, « l'agriculture climatiquement rationnelle » a été introduite comme une série de politiques d'adaptation qui

⁸² Avery Cohn et al., eds., *L'agro-écologie et la lutte pour la souveraineté alimentaire dans les Amériques* (Institut international pour l'environnement et le développement, Yale School of Forestry and Environmental Studies et Commission des politiques environnementales, économiques et sociales, 2006).

⁸³ Rafael Guimaraens et Clarita Rickli, *Un nouveau Brésil rural : Ministère du développement agraire 2003-2010* (Brasilia, Ministère du développement agraire, 2010).

⁸⁴ Ben McKay, « Une voie socialement inclusive vers la sécurité alimentaire: l'alternative agro-écologique », *International Policy Center for Inclusive Growth*, n° 23, juin 2012.

⁸⁵ *Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt*, texte adopté n° 402 (11 septembre 2014).

⁸⁶ Département de l'environnement de San Francisco, Recyclage et compostage obligatoires, ordonnance n° 100-09 (9 juin 2009).

accroissent durablement la productivité et la résilience, tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et en améliorant la réalisation de la sécurité alimentaire nationale et des objectifs de développement. Ces prétentions sont mises en doute par plusieurs organisations non-gouvernementales et organisations paysannes sur la base de l'absence de critères d'évaluation de la durabilité, de l'absence d'un droit au concept d'alimentation, des limites de la conception de la résilience, de l'accent mal placé sur l'atténuation des effets des changements climatiques et de la non-reconnaissance de la responsabilité historique des pays développés pour la production d'émissions de gaz à effet de serre. Mais surtout c'est le manque de clarté autour du concept d'agriculture climatiquement rationnelle qui pourrait induire en erreur, en laissant une latitude pour des pratiques socialement et environnementalement préjudiciables qui seraient poursuivies sous couvert d'agriculture climatiquement rationnelle⁸⁷.

X. Conclusions et recommandations

Conclusions

82. Les changements climatiques présentent des menaces uniques et distinctes pour tous les aspects de la sécurité alimentaire, notamment pour leur disponibilité, leur accessibilité, leur adéquation et leur durabilité. De plus, ces menaces sont sur le point d'affecter un grand nombre de personnes, avec encore 600 millions de personnes potentiellement vulnérables à la malnutrition d'ici à 2080. Les manifestations des changements climatiques, telles que l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes, le réchauffement de la planète, la hausse du niveau des mers, la diminution des réserves d'eau, ont des répercussions sur la sécurité alimentaire. De ce fait, les récoltes déficitaires, les effets défavorables sur l'élevage, les pêches et l'aquaculture auront globalement un effet négatif sur les moyens de subsistance des populations, avec une volatilité des prix des denrées alimentaires induites par le climat, des carences nutritionnelles, une diminution de la qualité des terres et des sols appropriés à la production agricole présentant une réalité décourageante. Les conséquences de n'avoir pas promulgué les politiques appropriées seront une menace pour la paix et la sécurité mondiales. Comme nous sommes tous de plus en plus interconnectés, les changements climatiques ne devraient pas être considérés comme affectant seulement ceux qui vivent dans des endroits éloignés.

83. La nécessité d'alimenter le monde à une époque de changements climatiques retentit fortement auprès des décideurs des politiques alimentaires et a eu pour résultat une poussée en faveur de modèles agricoles importants pour répondre à la demande future d'aliments. Cependant, il est prouvé qu'une production alimentaire plus abondante n'a pas nécessairement pour résultat un nombre inférieur de personnes qui souffrent de la faim et de la malnutrition. Pendant longtemps le monde a produit assez de nourriture, suffisante non seulement pour satisfaire aux besoins caloriques de la population mondiale

⁸⁷ Coopération internationale pour le développement et la solidarité (CISDE), « L'agriculture climatiquement rationnelle : les nouveaux habits de l'empereur? », document de réflexion de la CIDSE (octobre 2014). Disponible sous : www.cidse.org/articles/item/640-climate-smart-agriculture.html.

existante de plus de 7 milliards de personnes mais aussi pour répondre à ceux d'une population qui devrait atteindre 9 milliards en 2050. La faim et la malnutrition sont fonction des problèmes économiques et sociaux, mais pas la production. De plus, toutes ces calories ne servent pas à nourrir les êtres humains. Un tiers est utilisé pour nourrir les animaux, près de 5 % pour produire des biocarburants et un autre tiers est gaspillé tout le long de la chaîne alimentaire.

84. Un fort « agro-pessimisme » a vu le jour, en partie suite aux effets néfastes importants des activités agricoles responsables de déclencher les changements climatiques et de dégrader les ressources naturelles et en partie suite à la difficulté de la tâche de nourrir une population mondiale croissante face à des problèmes substantiels. En conséquence, il est à craindre que l'humanité ne soit pas en mesure de se nourrir à moins que les modes actuels d'agriculture industrielle soient étendus et intensifiés.

85. Cette approche est fautive et contreproductive et elle ne servira qu'à exacerber les problèmes que connaissent les modes actuels d'agriculture. Il faudrait plutôt réformer l'agriculture et les systèmes alimentaires pour garantir qu'ils sont prompts à réagir aux défis des changements climatiques et à la dégradation de l'environnement, comme en témoigne la moindre dépendance des méthodes de production qui utilisent beaucoup de combustibles fossiles. Mais surtout la réforme devrait garantir que le droit des populations à une nourriture suffisante est protégé par des niveaux appropriés de production ainsi que par un accès équitable et une juste distribution.

86. Il est donc nécessaire de reconnaître l'existence de politiques d'atténuation et d'adaptation inadéquates dans le régime des changements climatiques, et de veiller à ce que les politiques correctes soient promues par des solutions techniques et juridiques. La sécurité alimentaire et l'adaptation aux changements climatiques se soutiennent mutuellement; bien souvent, les stratégies de réduction de la vulnérabilité aux changements climatiques augmenteront aussi la sécurité alimentaire.

87. Comme le souligne le présent rapport, il est nécessaire d'encourager un déplacement majeur de l'agriculture industrielle actuelle à des activités de transformation telles qu'une agriculture de conservation (agroécologie) qui soutient le mouvement alimentaire local, protège les petits agriculteurs, autonomise les femmes, respecte la démocratie alimentaire, maintient la durabilité de l'environnement et facilite un régime sain.

88. Enfin, parce que les dommages causés par les changements climatiques sont ressentis de manière prédominante par les populations et les régions qui en sont le moins responsables, les politiques relatives à ces changements devraient être conçues pour réduire au minimum, sinon pour surmonter, ces injustices fondamentales. Certaines des politiques relatives aux changements climatiques décrites dans le présent rapport, justifiées au motif qu'elles aident à réduire les émissions de gaz à effet de serre, portent atteinte aux droits de l'homme. L'inégalité des capacités et des expositions aux dangers fait des changements climatiques le plus grand problème des droits de l'homme et de la justice de notre temps; le résoudre devrait être obligatoire et non pas volontaire et représenter un idéal. Y aura-t-il une volonté politique suffisante pour mettre en œuvre le changement recommandé dans les politiques agricoles?

C'est l'incertitude obsédante qui jette une ombre sur l'avenir de la sécurité alimentaire et la réalisation du droit à l'alimentation. Il y a deux conclusions qui dominent dans le présent rapport : la nécessité d'encourager les approches agroécologiques de la sécurité alimentaire et la nécessité d'intégrer l'engagement pris à l'égard de la justice climatique et des droits de l'homme dans le régime des changements climatiques, ce qui ne peut se faire sans l'appui de la société civile.

Recommandations

89. Dans ce contexte, la Rapporteuse spéciale recommande que :

- a) Les États parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques respectent, protègent, promeuvent et réalisent les droits de l'homme dans toutes les actions liées aux changements climatiques et veillent à se référer expressément aux droits de l'homme dans l'accord sur le climat qui sera conclu à Paris;
- b) La cohérence politique au niveau international soit assurée en encourageant la coopération entre les Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et aux autres traités internationaux concernant les changements climatiques et la sécurité alimentaire, tout en offrant une approche des droits de l'homme dans tout le programme pour promouvoir la justice climatique et le droit à l'alimentation;
- c) Les politiques publiques qui encouragent des subventions et des objectifs de production résultant en augmentations artificielles de la demande de production de biocarburants soient revues à la lumière de leur impact négatif sur le droit à l'alimentation et de leur impact discutable sur la réduction des émissions;
- d) Une catégorie séparée de « réfugiés climatiques » soit reconnue en droit international et que les ajustements juridiques nécessaires soient faits pour éviter d'autres catastrophes humaines;
- e) Une étude d'impact sur les droits de l'homme soit effectuée avant d'autoriser des projets d'atténuation et d'adaptation et que la participation du public à ces projets soit facilitée;
- f) Des exercices préalables de « zonage » garantissent que l'utilisation des terres pour la production alimentaire ne soit pas menacée;
- g) Une énergie de substitution et des politiques d'atténuation, notamment sur les biocarburants et la biomasse, soient réduites proportionnellement pour éliminer les incitations perverses et que des critères de stricte durabilité soient appliqués pour les biocarburants de première et de deuxième générations;
- h) Une énergie de substitution et une agriculture de production non alimentaire qui exige l'acquisition de grandes parcelles de terre soit réglementée et que les communautés locales soient protégées contre les négociations asymétriques avec des sociétés multinationales, tandis que l'application extraterritoriale des droits de l'homme est mise en place;

i) Les rôles décisifs des petits agriculteurs, des femmes, des communautés autochtones et locales dans la production alimentaire soient reconnus et protégés et que leur extrême vulnérabilité aux changements climatiques soit reconnue;

j) Les connaissances et l'information, de même que le transfert de technologie et la formation appropriée par rapport à l'évolution des changements climatiques, aient la priorité et soient mis à disposition des petits agriculteurs, des femmes et des communautés autochtones;

k) Les mesures de protection sociale aient la priorité pour éliminer la faim et éviter l'insécurité alimentaire à une époque de changements climatiques;

l) Les institutions scientifiques de recherche et les gouvernements augmentent considérablement leurs allocations financières à l'agroécologie de façon à démontrer qu'elle peut nourrir le monde sans détruire l'environnement et en même temps réduire l'impact défavorable des changements climatiques;

m) Les gouvernements évaluent leurs politiques agricoles et commerciales pour éviter la volatilité des prix et les vulnérabilités financières à une époque de changements climatiques;

n) L'adaptation de régimes alimentaires culturellement acceptables, dépendant moins de denrées alimentaires nécessitant beaucoup de ressources, soit encouragée par les gouvernements et la société civile afin de réduire une consommation excessive et d'éliminer le gaspillage.
